

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)

Marchés de Fournitures Courantes et de Services

Identification de l'acheteur :

Pouvoir adjudicateur :

Centre Hospitalier Universitaire de Reims, en qualité de coordonnateur du groupement de commandes et d'établissement support du Groupement Hospitalier Universitaire de Champagne (GHUC) - 45, rue Cognacq-Jay - 51092 Reims Cedex

Direction acheteuse :

Direction des Achats - Pôle logistique - Rue Roger Aubry - 51092 Reims Cedex

Intitulé du marché :

Collecte, transport, traitement et valorisation des déchets

Procédure de passation :

Appel d'Offres Ouvert passé en application des articles L.2124-2 et R.2124-2 du Code de la commande publique.

SOMMAIRE

ARTICLE I - OBJET DU MARCHÉ	4
1.1. - TYPE.....	4
1.2. - DESCRIPTION SUCCINCTE	4
1.3. - ALLOTISSEMENT.....	4
1.4. - RESERVATION DU MARCHÉ UNIQUEMENT POUR LE LOT N° 6	4
1.5. - PRESTATIONS SIMILAIRES	5
ARTICLE II - CARACTERISTIQUES PRINCIPALES DU MARCHÉ.....	5
2.1. - NATURE DU MARCHÉ ET COMPETENCE DU COORDONNATEUR DU GROUPEMENT DE COMMANDES	5
2.2. - FORMES ET DECOMPOSITION	6
2.3. - DUREES DES MARCHES	7
2.4. - DELAI D'EXECUTION ET FREQUENCE.....	8
ARTICLE III - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ	8
ARTICLE IV - ENGAGEMENT DES PARTIES.....	9
4.1. - IDENTIFICATION DES PARTIES.....	9
4.1.1. - Parties signataires.....	9
4.1.2. - Représentants du titulaire pour l'exécution du marché.....	9
4.1.3. - Déclaration de sous-traitant en cours d'exécution	9
4.2. - RESPECT DE LA CONFIDENTIALITE	10
4.3. - RESPECT DES CLAUSES CONTRACTUELLES	10
4.4. - PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL	10
4.5. - EVOLUTION TECHNOLOGIQUE, TECHNIQUE OU REGLEMENTAIRE.....	10
4.6. - PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET CONDITIONS DE TRAVAIL	11
4.7. - DISPOSITIONS RELATIVES AU PERSONNEL POUR LE LOT N° 3	11
4.8. - EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE	13
ARTICLE V - OPERATIONS DE VERIFICATION	13
5.1. - OPERATIONS DE VERIFICATION SIMPLES DES PRESTATIONS DE SERVICE	13
5.2. - OPERATIONS DE VERIFICATION ET MISE EN SERVICE DU MATERIEL.....	13
ARTICLE VI - ASSURANCE	14
ARTICLE VII - MODALITES DE DETERMINATION DES PRIX	14
7.1. - CONTENU DES PRIX.....	14
7.2. - FORME DU PRIX	15
7.3. - VARIATION DES PRIX POUR TOUS LES LOTS SAUF LE LOT N° 3.....	15
7.3.1. - Choix du type de variation des prix.....	15
7.3.2. - Détermination des prix de référence pour la variation	15
7.3.3. - Choix des paramètres de variation.....	15
7.3.4. - Périodicité de révision des prix.....	15
7.3.5. - Modalités de révision des prix.....	15
7.4. - VARIATION DES PRIX POUR LE LOT N° 3	16
7.4.1. - Choix du type de variation des prix.....	16
7.4.2. - Détermination des prix de référence pour la variation	16
7.4.3. - Choix des paramètres de variation.....	16
7.4.4. - Périodicité de révision des prix.....	16
7.4.5. - Modalités de révision des prix.....	16

7.5. - CLAUSE DE SAUVEGARDE	17
7.6. - OFFRE PROMOTIONNELLE	17
ARTICLE VIII - CLAUSES DE REEXAMEN	17
8.1. - INTEGRATION D'UN ETABLISSEMENT	17
8.2. - REEXAMEN DES PRIX FORFAITAIRES	17
8.3. - OPTIMISATION ET ADAPTATION DES PRESTATIONS	18
8.4. - REEXAMEN EXCEPTIONNEL DES PRIX.....	18
8.4.1. - <i>Conditions de mise en œuvre.....</i>	<i>18</i>
8.4.2. - <i>Détermination de la valeur du nouveau prix.....</i>	<i>19</i>
ARTICLE IX - REGLEMENT DES COMPTES	19
9.1. - MODALITES DE FACTURATION.....	19
9.2. - DELAI DE PAIEMENT	20
9.3. - INTERETS MORATOIRES	20
ARTICLE X - CLAUSE DE FINANCEMENT ET DE SURETE.....	20
10.1. - AVANCE	20
10.2. - RETENUE DE GARANTIE.....	20
ARTICLE XI - PENALITES.....	21
ARTICLE XII - RESILIATION DU MARCHE	21
ARTICLE XIII - REGLEMENT DES LITIGES - DROIT APPLICABLE	22
ARTICLE XIV - DEROGATION AUX DOCUMENTS GENERAUX.....	22

ARTICLE I - OBJET DU MARCHE

1.1. - Type

☐ Fournitures

☒ Services

☐ Travaux

1.2. - Description succincte

Le présent marché a pour objet **des prestations de collecte, transport, traitement et valorisation des déchets pour le Groupement Hospitalier Universitaire de Champagne** dont les établissements parties bénéficiaires sont identifiés en annexe n° 1 du présent CCAP, pour **l'Institut Godinot et l'EHPAD de Saint-Germain-la-ville (Résidence du Parc)**, identifiés dans cette même annexe.

Les quantités et spécifications techniques sont précisées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières et son annexe n° 1 (Recensement des besoins) ainsi que dans les Bordereaux de prix (DPGF ou BPU).

D'une part, en tant que coordonnateur du groupement de commandes, le Centre Hospitalier Universitaire de Reims agit pour le compte des établissements membres au groupement de commandes dont la liste figure en annexe n° 1 du présent CCAP.

D'autre part, le Centre Hospitalier Universitaire de Reims agit également en tant qu'établissement support du GHUC.

Les prestations sont exécutées aux adresses des établissements membres identifiés en annexe n° 1 du présent CCAP.

1.3. - Allotissement

Le marché est divisé en **11 lots** détaillés dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et son annexe n° 1 « Recensement des besoins » ainsi que dans les Bordereaux de prix (DPGF et BPU).

1.4. - Réserve du marché uniquement pour le lot n° 6

En application de l'article L.2113-14 du Code de la commande publique, le lot n° 6 est réservé :

- à des entreprises adaptées mentionnées à l'article L.5213-13 du Code du travail, à des établissements et services d'aide par le travail mentionnés à l'article L.344-2 du Code l'action sociale et des familles ainsi qu'à des structures équivalentes lorsqu'ils emploient une proportion minimale, fixée par voie réglementaire, de travailleurs handicapés qui, en raison de la nature ou de la gravité de leurs déficiences, ne peuvent exercer une activité professionnelle dans des conditions normales,
- à des structures d'insertion par l'activité économique mentionnées à l'article L. 5132-4 du Code du travail et à des structures équivalentes, lorsqu'elles emploient une proportion minimale, fixée par voie réglementaire, de travailleurs défavorisés.

La proportion minimale est fixée à 50 % conformément à l'article R.2113-7 du Code la commande publique.

À tout moment durant l'exécution du marché pour le lot n° 6, le titulaire doit être en mesure de fournir la preuve de la validité du conventionnement auquel il est soumis, sur demande, et dans un délai de 15 jours à compter de la réception de la demande.

Spécificités propres au secteur du handicap :

A des fins de valorisation des dépenses sous forme de déduction du montant de la contribution annuelle due au titre de l'Obligation d'Emploi de Travailleurs Handicapés (OETH), le titulaire du lot n° 6 adressera aux établissements membres du groupement de commandes, au plus tard le 31 janvier N+1 de chaque année couverte par le présent marché, une attestation compilant l'ensemble des prestations facturées et réglées sur l'année N, ainsi que le montant total de la part de main d'œuvre valorisable, conformément au modèle d'attestation fixé par l'arrêté du 19 novembre 2020.

Le montant de la déduction sera réparti entre les établissements membres du groupement de commandes concernés à due proportion de leurs dépenses respectives.

1.5. - Prestations similaires

Le Centre Hospitalier Universitaire se réserve la possibilité de confier au titulaire, en application de l'article R.2122-7 du Code de la commande publique, l'exécution de prestations similaires à celles qui lui sont confiées au titre du présent marché.

ARTICLE II - CARACTERISTIQUES PRINCIPALES DU MARCHE

2.1. - Nature du marché et compétence du coordonnateur du groupement de commandes

Le marché est passé pour le groupement de commandes composé :

- Des établissements parties au GHUC suivants :
 - Le Centre Hospitalier Universitaire de Reims,
 - Le Centre Hospitalier Léon Bourgeois de Châlons-en-Champagne,
 - Le Centre Hospitalier Auban-Moët d'Epernay,
 - Le Groupe Hospitalier Sud Ardennes (GHSA) de Rethel-Vouziers,
 - Le Centre Hospitalier de Fismes,
 - Le Centre Hospitalier de Montmirail,
 - Le Centre Hospitalier d'Argonne de Sainte-Menehould,
 - L'Etablissement Public de Santé Mentale de la Marne (EPSMM),
 - L'EHPAD d'Avize,
 - L'EHPAD d'Ay,
 - L'EHPAD du Sud-Ardennais,
 - L'EHPAD de Vertus,
 - L'EHPAD de Verzenay,
 - L'EHPAD de Vienne-le-Château.

Nota : Le Centre Hospitalier Universitaire de Reims agit en qualité d'établissement support du GHUC, dans le cadre de la fonction achat mutualisée.

- De l'Institut de Godinot,
- De l'EHPAD de Saint-Germain-la-ville (Résidence du Parc).

Conformément à l'article L.2113-7 du Code de la commande publique, l'un des membres du groupement de commandes peut se voir confier la charge de mener tout ou partie de la procédure de passation ou de l'exécution du marché au nom et pour le compte des autres membres.

Pour l'accomplissement du présent marché, le Centre Hospitalier Universitaire de Reims est le coordonnateur du groupement de commandes. A ce titre, il est compétent pour :

- coordonner le recensement des besoins ;
- procéder à la passation, à la signature et à la notification des marchés ;
- établir et notifier, le cas échéant, toute modification aux marchés (avenant) ;
- de procéder, le cas échéant, à la reconduction ou non-reconduction des marchés ;
- prononcer, le cas échéant, la résiliation des marchés ;
- gérer, le cas échéant, les relations précontentieuses et les contentieux nés de la passation des marchés.

Les compétences autres que celles listées relèvent de chaque établissement à titre individuel.

2.2. - Formes et décomposition

Pour le lot n° 2 :

Le lot n° 2 se décompose en deux composantes, comme suit :

- Composante n° 1 : Collecte, chargement, transport, traitement et valorisation des Déchets Assimilés aux Ordures Ménagères et des Emballages » pour le CHU de Reims et l'Institut Godinot.
- Composante n° 2 : Collecte, chargement, transport, traitement et valorisation des Déchets Assimilés aux Ordures Ménagères et des Emballages » pour les établissements bénéficiaires du lot en dehors du CHU de Reims et de l'Institut Godinot + Autres déchets non dangereux traités par un éco-organisme ou association pour le Centre Hospitalier Universitaire de Reims et l'Institut Godinot.

La composante n° 1 du lot n° 2 prend la forme d'un marché ordinaire, lequel n'est pas exécuté par l'émission de bons de commande successifs.

La composante n° 2 du lot n° 2 prend la forme d'un accord cadre à bons de commande au sens du 2° alinéa de l'article R.2162-2 du Code de la commande publique, lequel est exécuté par l'émission de bons de commandes successifs dans les conditions prévues aux articles R.2162-13 et R.2162-14 du Code de la commande publique.

Accord-cadre à bons de commande mono-attributaire :

L'accord-cadre à bons de commande est conclu avec un seul opérateur économique.

Accord-cadre à bons de commande sans minimum mais avec maximum :

L'accord-cadre à bons de commande est conclu sans minimum mais avec un maximum.

Pour chacun des établissements membres du groupement de commandes concernés par cette composante, les quantités annuelles estimatives sont fixées dans le recensement des besoins (annexe n° 1 au CCTP), à titre indicatif à partir des consommations des années précédentes et/ou des projections réalisées. Ces quantités, qui serviront de base à la comparaison des offres, ne sont pas opposables aux établissements parties bénéficiaires.

Le montant annuel maximum pour cette composante ne pourra excéder 300 % du montant déterminé par l'application des prix du titulaire à la date du dépôt de l'offre aux quantités estimatives.

Le titulaire s'engage pour les maximums.

Pour les lots n° 3 et 10 :

Le présent marché prend la forme d'un marché ordinaire, lequel n'est pas exécuté par l'émission de bons de commande successifs.

Pour les n° 1, 4, 5, 6, 7, 8, 9 et 11 :

Le présent marché prend la forme d'un accord cadre à bons de commande au sens du 2^e alinéa de l'article R.2162-2 du Code de la commande publique, lequel est exécuté par l'émission de bons de commandes successifs dans les conditions prévues aux articles R.2162-13 et R.2162-14 du Code de la commande publique.

Accord-cadre à bons de commande mono-attributaire :

L'accord-cadre à bons de commande est conclu avec un seul opérateur économique.

Accord-cadre à bons de commande sans minimum mais avec maximum :

L'accord-cadre à bons de commande est conclu sans minimum mais avec un maximum.

Pour chacun des établissements membres du groupement de commandes, les quantités annuelles estimatives sont fixées dans le recensement des besoins (annexe n° 1 au CCTP), à titre indicatif à partir des consommations des années précédentes et/ou des projections réalisées. Ces quantités, qui serviront de base à la comparaison des offres, ne sont pas opposables aux établissements membres du groupement de commandes.

Le montant annuel maximum ne pourra excéder 300 % du montant déterminé par l'application des prix du titulaire à la date du dépôt de l'offre aux quantités estimatives.

Le(s) titulaire(s) s'engage(nt) pour les maximums.

2.3. - Durées des marchés

Pour les lots n° 1, 2, 4, 5 et 6 :

Le marché est passé pour la période à compter du 1^{er} décembre 2025, ou de la date de réception de la notification si celle-ci est ultérieure, jusqu'au 30 novembre 2029.

Pour le lot n° 3 :

Le marché est passé pour la période à compter du 1^{er} décembre 2025, ou de la date de réception de la notification si celle-ci est ultérieure, jusqu'au 30 novembre 2030.

Cette période initiale est reconductible tacitement pour 1 période de 12 mois.

Le titulaire ne peut s'y opposer.

Dans le cas où le représentant du Centre Hospitalier Universitaire décide de ne pas reconduire le marché, il en informera par écrit le titulaire du marché au plus tard 3 mois avant la fin de la période en cours d'exécution.

Pour les lots n° 7, 8, 9 et 10 :

Le marché est passé pour la période à compter du 1^{er} décembre 2025, ou de la date de réception de la notification si celle-ci est ultérieure, jusqu'au 30 novembre 2027.

Cette période initiale est reconductible tacitement pour 2 périodes de 12 mois.

Le titulaire ne peut s'y opposer.

Dans le cas où le représentant du Centre Hospitalier Universitaire décide de ne pas reconduire le marché, il en informera par écrit le titulaire du marché au plus tard 3 mois avant la fin de la période en cours d'exécution.

Pour le lot n° 11 :

Le marché est passé pour la période à compter du 1^{er} décembre 2025, ou de la date de réception de la notification si celle-ci est ultérieure, jusqu'au 30 novembre 2028.

Cette période initiale est reconductible tacitement pour 1 période de 12 mois.

Le titulaire ne peut s'y opposer.

Dans le cas où le représentant du Centre Hospitalier Universitaire décide de ne pas reconduire le marché, il en informera par écrit le titulaire du marché au plus tard 3 mois avant la fin de la période en cours d'exécution.

Nota : La date de début d'exécution des prestations pour chaque établissement membre du groupement de commandes est précisée à l'annexe n° 2 du présent CCAP.

2.4. - Délai d'exécution et fréquence

Pour l'ensemble de lots, les fréquences et les délais d'exécution sont ceux fixés dans le recensement des besoins (annexe n° 1 au CCTP).

Pour la mise en œuvre des moyens matériels, les contenants doivent être fournis dès le 1^{er} jour d'exécution du marché et doivent être remplacés sans délai lors de l'enlèvement.

Dans tous les cas de figure, en cas d'inexécution ou de mauvaise exécution des prestations définies dans les documents du marché, le titulaire encourt l'application des pénalités prévues dans l'annexe n° 4 du présent CCAP.

ARTICLE III - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Les pièces contractuelles, par ordre de priorité décroissante, sont les suivantes :

- l'acte d'engagement et ses éventuelles annexes, notamment ses annexes financières,
- le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses annexes,
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes,
- le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG / FCS, arrêté modifié du 30 mars 2021 publié au JORF n° 0078 du 1^{er} avril 2021),
- l'offre technique du titulaire,
- les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché.

L'original de chacun de ces documents, conservé dans les archives du Centre Hospitalier Universitaire de Reims, fait seule foi.

ARTICLE IV - ENGAGEMENT DES PARTIES

4.1. - Identification des parties

4.1.1. - Parties signataires

Le marché est conclu entre :

- le Centre Hospitalier Universitaire de Reims, en sa qualité de coordonnateur du groupement de commandes et d'établissement support du Groupement Hospitalier Universitaire de Champagne (GHUC), représenté par sa Directrice Générale.

et

- l'opérateur économique ou le mandataire du groupement d'opérateur économique retenu au titre du marché, représenté par une personne habilitée, dénommé ci-après « le titulaire ».

4.1.2. - Représentants du titulaire pour l'exécution du marché

Dès la notification du marché, le titulaire désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès des établissements membres du groupement de commandes, pour les besoins de l'exécution du marché.

4.1.3. - Déclaration de sous-traitant en cours d'exécution

Dans le cas où la demande de déclaration de sous-traitant est présentée après la notification du marché, le titulaire remet contre récépissé à l'établissement membre du groupement de commandes ou lui adresse par lettre recommandée, avec demande d'avis de réception, une déclaration contenant les renseignements suivants :

- a) La nature des prestations sous-traitées ;
- b) Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- c) Le montant maximum des sommes à verser au sous-traitant ;
- d) Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- e) La durée du contrat de sous-traitance en nombre de mois ;
- f) Le cas échéant, les capacités du sous-traitant sur lesquelles le candidat s'appuie.

Il lui remet également une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il n'entre dans aucun des cas d'exclusions prévus aux articles L.2141-1 à L.2141-11 du Code de la commande publique.

Le titulaire établit en outre qu'aucune cession ni aucun nantissement de créances résultant du marché ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant, dans les conditions prévues à l'article R.2193-22 du Code de la commande publique, en produisant, lorsque les dispositions des articles R.2191-1 à R.2191-63 s'appliquent au marché, soit l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité du marché qui lui a été délivré, soit une attestation ou une mainlevée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement des créances.

L'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement sont constatés par un acte spécial signé des deux parties.

Cas particulier pour le lot n° 6 réservé aux seuls opérateurs économiques qui emploient des travailleurs handicapés et/ou défavorisés conformément aux dispositions de l'article L.2113-14 du Code de la commande publique :

En raison du caractère réservé du lot n° 6 aux seuls opérateurs économiques qui emploient des travailleurs handicapés et/ou défavorisés conformément aux dispositions de l'article L.2113-14 du Code de la commande publique, il est fait interdiction aux candidats, pour

ce lot, de recourir à la sous-traitance pour l'exécution partielle des prestations avec d'une part un opérateur économique ordinaire et d'autre part avec un autre opérateur économique qui ne répond pas aux conditions des articles L.2113-12 et/ou L.2113-13 du Code de la commande publique.

En revanche, le titulaire du lot n° 6 peut sous-traiter une partie des prestations au profit d'autres entreprises adaptées (EA), établissements et services d'aides par le travail (ESAT) ou toute structure équivalente visés par l'article L.2113-12 du Code de la commande publique ou encore à des structures d'insertion par l'activité économique (SIAE) ou structure équivalente visés par l'article L.2113-13 du Code de la commande publique.

L'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement sont constatés par un acte spécial signé des deux parties.

4.2. - Respect de la confidentialité

Le titulaire est tenu au secret professionnel sur toutes les informations (techniques, financières ou organisationnelles) et documents auxquels il aurait accès dans le cadre d'exécution du présent marché.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces dispositions par son personnel, préposé et éventuel sous-traitant.

En cas de violation de cette obligation et indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, le marché pourra être résilié aux torts exclusifs du titulaire et sans indemnité.

Les établissements membres du groupement de commandes concernés s'engagent à respecter la confidentialité des informations désignées comme telles par le titulaire.

4.3. - Respect des clauses contractuelles

Les stipulations des documents contractuels sus énoncés expriment l'intégralité des obligations des parties. Ces clauses prévalent sur celles qui figureraient sur tous les documents adressés par le candidat lors de sa réponse à ce présent marché, y compris d'éventuelles conditions générales de vente.

De même, le titulaire du marché ne peut faire valoir, au cours de l'exécution du marché, aucune nouvelle condition générale ou spécifique.

4.4. - Protection des données à caractère personnel

Le titulaire du marché s'engage à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable depuis le 25 mai 2018.

4.5. - Evolution technologique, technique ou réglementaire

En cas d'évolution technologique, de changement de technique, ou de modification de la réglementation en cours d'exécution du marché, le titulaire a la possibilité de modifier ou remplacer les procédures et/ou fournitures faisant l'objet du marché par des procédures et/ou fournitures jugées plus performantes ou plus adaptées aux besoins, sans supplément de prix.

Dans ce cas, le titulaire est tenu de produire un certificat indiquant :

- d'une part, que cette nouvelle procédure / fourniture se substitue à l'ancienne pour des raisons d'innovation technologique, de changement de technique ou de modification de la réglementation.
- d'autre part, que le prix fixé au marché pour l'ancienne procédure / fourniture est maintenu pour la nouvelle.

En cas d'évolution technologique majeure ou d'évolution réglementaire, le Centre Hospitalier Universitaire se réserve le droit de résilier le marché après un préavis de trois mois.

4.6. - Protection de la main d'œuvre et conditions de travail

4.6.1. - Liste nominative du personnel du titulaire

Le titulaire devra fournir, avant tout commencement d'exécution, la liste nominative de son personnel. Chaque remplacement de personnel pour quelque cause que ce soit devra recevoir l'agrément du représentant qualifié de chacun des établissements membres du groupement de commandes.

4.6.2. - Visites médicales et vaccinations

Le titulaire soumet son personnel, avant le début d'exécution des prestations, aux examens médicaux périodiques prévus par la législation en vigueur, en tenant compte des risques.

Les dates de ces examens, l'identité du personnel et la conclusion du médecin du travail sur leur aptitude physique sont consignées par le titulaire sur un registre dédié. Le titulaire veille donc à ce que tout agent soit à jour dans les vaccinations obligatoires et reconnu apte par la médecine du travail à assurer les fonctions demandées.

Le registre ainsi que les avis d'aptitudes de la médecine du travail peuvent être demandés à tout moment par le représentant qualifié de chacun des établissements membres du groupement de commandes.

4.7. - Dispositions relatives au personnel pour le lot n° 3

4.7.1. - Reprise du personnel

En application de l'article L.1224-1 du Code du travail, le titulaire reprend à sa charge dès la notification du présent marché, le personnel qui était jusque-là affecté à l'exécution du service, suivant l'annexe n° 5 au CCTP : Reprise du personnel.

Le titulaire est informé que le prestataire en place avant la notification du présent marché est couvert par la convention collective nationale des activités des déchets qui impose de reprendre, à tout le moins, le personnel non-cadre maîtrise comprise, affecté antérieurement au marché concerné.

Le Centre Hospitalier Universitaire de Reims n'est notamment pas tenu de verser des indemnités au titulaire dans les cas suivants :

- Lorsque le titulaire est contraint de mettre fin aux contrats de travail de certains agents, ou de modifier ces contrats en raison de leur non reprise par le nouveau titulaire,
- Lorsque le titulaire est tenu d'appliquer des dispositions législatives ou réglementaires ayant pour effet le transfert total ou partiel de son personnel au nouveau titulaire.

Le titulaire recrutera, rémunérera, emploiera sous sa responsabilité, le personnel nécessaire à la bonne exécution des prestations.

Les agents du titulaire qui seront chargés de l'exécution des prestations, préalablement à leur entrée en fonction, avoir fait l'objet d'une déclaration d'affectation auprès du Centre Hospitalier Universitaire de Reims. Seul le personnel strictement habilité et autorisé pourra pénétrer dans les emplacements et les locaux mis à disposition du titulaire.

Leur remplacement pourra être exigé par le Centre Hospitalier Universitaire de Reims si leur conduite ou leur comportement s'avérait incompatible avec les exigences de bonne tenue de l'établissement et des règles du service public.

Le coût des visites obligatoires de la médecine préventive sera à la charge du titulaire.

Six mois avant la date de fin du marché, le titulaire communique au Centre Hospitalier Universitaire de Reims, la liste des emplois ainsi que les renseignements essentiels concernant le personnel affecté aux prestations faisant l'objet du présent marché, à savoir au minimum :

- le nombre de salariés à reprendre ;
- la nature des contrats ;
- les salaires ;
- les avantages dont dispose le personnel (primes ou autre avantage) ;
- l'expérience ;
- l'ancienneté ;
- la qualification.

En cas de non-production de ces éléments dans les délais fixés dans le courrier, le titulaire encourt une pénalité par jour de retard.

4.7.2. - Conduite des prestations

La bonne exécution des prestations du lot n° 3 dépend essentiellement du gestionnaire de la plateforme qui s'y trouve nommément désigné pour en assurer la conduite, comme décrit à l'article 2.3.2 du CCTP.

Si cette personne n'est plus en mesure de remplir sa mission, le titulaire doit en aviser le Centre Hospitalier Universitaire de Reims et prendre toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution des prestations ne s'en trouve pas compromise.

Ainsi, le gestionnaire de la plateforme est celui qui a été présenté par le titulaire dans sa proposition. Le remplacement de cet intervenant est soumis à l'accord préalable du Centre Hospitalier Universitaire de Reims.

La défection de cet intervenant peut entraîner la résiliation du marché telle que prévue à l'article XII du présent CCAP, s'il n'est pas remplacé par un professionnel de même niveau de compétence, d'expérience et de formation et ayant reçu préalablement l'agrément du Centre Hospitalier Universitaire de Reims.

En aucun cas, le remplacement du personnel ne peut justifier une augmentation du montant des prestations.

Pendant toute la durée d'exécution, le Centre Hospitalier Universitaire de Reims se réserve le droit de demander au titulaire la récusation de l'intervenant qui s'avère inadapté à l'exécution des prestations telles que décrites dans le CCTP. Le titulaire prend en compte les griefs avancés par le Centre Hospitalier Universitaire de Reims et, si cela s'avère nécessaire, procède au remplacement de l'intervenant concerné.

4.8. - Exécution aux frais et risques du titulaire

Dans l'hypothèse où le titulaire serait dans l'impossibilité d'exécuter tout ou partie de la prestation dans les délais et conditions prévus au marché ou sur le bon de commande, les établissements membres du groupement de commandes pourront faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, tout en faisant supporter l'éventuel surcoût par le titulaire défaillant.

ARTICLE V - OPERATIONS DE VERIFICATION

5.1. - Opérations de vérification simples des prestations de service

Les opérations de vérification simples, qui ne nécessitent qu'un examen sommaire, sont effectuées lors de l'exécution des services dans les conditions prévues à l'article 28.1 du CCAG/FCS.

Les opérations de vérifications qui nécessitent un examen plus approfondi sont effectuées dans le délai de quinze jours à compter de l'exécution des services dans les conditions prévues à l'article 28.2 du CCAG/FCS.

Les vérifications quantitatives et qualitatives sont effectuées lors de l'exécution des services dans les conditions prévues aux articles 27 à 29 du CCAG/FCS.

Les vérifications sont exécutées dans les locaux de chacun des établissements membres du groupement de commandes concernés.

A l'issue des opérations de vérification, chacun des établissements membres du groupement de commandes concernés prend une décision d'admission, de réfaction, d'ajournement ou de rejet dans les conditions prévues à l'article 30 du CCAG/FCS.

A défaut de décision dans ce délai de 15 jours, l'admission est réputée acquise.

5.2. - Opérations de vérification et mise en service du matériel

Le titulaire procède, en présence des référents de chaque établissement ou de leurs représentants, à l'installation et à toutes les opérations de vérification du matériel jusqu'à la fin de mise en service régulier des prestations sur le site des établissements.

Après l'installation et la mise en service du matériel, des opérations de vérification sont effectuées pour vérifier la conformité du matériel avec les performances annoncées. Le matériel ne doit être d'aucun danger pour les utilisateurs et doit répondre aux normes de sécurité en vigueur.

Le titulaire doit faire réaliser les contrôles liés à l'utilisation du matériel fourni et installé. Il doit fournir un rapport complet pour chacun des contrôles effectués.

Un procès-verbal d'installation sera émis par le titulaire et précisera dates et heures d'installation du matériel, type de matériel installé, numéro de série, ainsi que l'identité du ou des techniciens étant intervenu(s). Ce procès-verbal vise à constater la bonne installation et mise en service du matériel par le titulaire, ainsi que l'adéquation de leurs caractéristiques techniques, qui les rendent aptes à remplir leurs fonctions au cahier des charges. Ce procès-verbal devra être remis aux référents de chaque établissement ou leurs représentants et signé par eux seulement si le titulaire remplit toutes les conditions indiquées au cahier des charges.

En cas de satisfaction pleine et entière, ce procès-verbal atteste qu'aucune anomalie significative n'a été détectée. Le procès-verbal est alors notifié au titulaire qui appose également sa signature.

En cas d'anomalies constatées, des réserves sont prononcées sur ce procès-verbal. Ces réserves doivent impérativement être levées. A défaut, le titulaire fait l'objet d'une mise en demeure pouvant aboutir au rejet du matériel qui lui est notifiée par écrit.

Les établissements membres du groupement de commandes se réservent le droit de contrôler à tout moment la quantité et la qualité du matériel, au besoin avec l'assistance d'un organisme extérieur spécialisé.

ARTICLE VI - ASSURANCE

Le titulaire est responsable de tout dommage de toute nature causé au personnel de l'établissement membre du groupement de commandes, aux biens et aux tiers du fait :

- de son personnel salarié en activité de travail,
- de ses matériels,
- d'un événement engageant la responsabilité du titulaire après exécution des prestations.

Par dérogation à l'article 9.2 du CCAG/FCS, en cas de demande de l'établissement membre du groupement de commandes, le titulaire justifie, dans le délai maximum de 15 jours à compter de la demande, de la souscription de la police contractée auprès d'une compagnie agréée, garantissant sa responsabilité civile pour dommages de toute nature causés au personnel, aux biens et aux tiers par la conduite des prestations ou les modalités de leur exécution.

En cas d'existence d'une franchise, dans le contrat souscrit par le titulaire, le titulaire est réputé la prendre intégralement à sa charge.

ARTICLE VII - MODALITES DE DETERMINATION DES PRIX

7.1. - Contenu des prix

Les prix consentis s'entendent nets de tous frais annexes, quel que soit le nombre d'enlèvements et le cas échéant, la fréquence de livraison des emballages et d'enlèvements des effluents (pour le lot n° 4 notamment).

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents à l'emballage, à l'assurance et au transport (quel que soit le lieu de réception et les fréquences précisées), les frais afférents à l'application de l'article 18.2 du CCAG/FCS, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Les frais de manutention et de transport, qui naîtraient de l'ajournement ou du rejet des prestations, sont à la charge du titulaire.

Les indices des prix des déchets valorisables sont accessibles sur le site de l'INSEE et/ou du Moniteur des travaux publics, révisés annuellement.

7.2. - Forme du prix

Pour la composante n° 1 du lot n° 2, les lots n° 3 et 10 :

Le marché est traité par application de prix forfaitaires.

Pour le lot n° 1, la composante n° 2 du lot n° 2, les lots n° 4, 5, 6, 7, 8, 9 et 11 :

Le marché est traité par application de prix unitaires et de prix unitaires forfaitisés. Les prix unitaires et les prix unitaires forfaitisés sont appliqués aux quantités réellement livrées et/ou exécutées.

Les prix sont **révisables**.

7.3. - Variation des prix pour tous les lots sauf le lot n° 3

7.3.1. - Choix du type de variation des prix

Les prix sont révisables.

7.3.2. - Détermination des prix de référence pour la variation

Les prix initiaux sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres ; ce mois est appelé « mois zéro ».

Les prix initiaux sont des prix nets.

7.3.3. - Choix des paramètres de variation

Les prix sont révisables en fonction d'une référence à partir de laquelle il sera procédé à un ajustement.

La référence choisie est le tarif du titulaire. Le titulaire certifie que le tarif qui sert de base au calcul des prix de règlement est celui qu'il pratique pour l'ensemble de sa clientèle.

7.3.4. - Périodicité de révision des prix

La révision des prix sera effectuée semestriellement à compter du 1^{er} décembre 2026 (en cas de reconduction).

7.3.5. - Modalités de révision des prix

En cas d'évolution du tarif du titulaire, à la baisse comme à la hausse, les prix révisés seront déterminés par application de la formule de révision ci-dessous :

$$P_n = P_0 * [0,20 + 0,80 (0,6 * I_{CHT-E_n} / I_{CHT-E_0} + 0,25 * FSD1_n / FSD1_0 + 0,15 * \% \text{ de km électrique } (04510_n / 04510_0) + \% \text{ km gazole } (1870_n / 1870_0) + \% \text{ km GNV } (CNR(n) / CNR(0))]$$

Où :

P_n = prix révisé

P_0 = prix initial

I_{CHT-E} = indice du coût horaire de travail Eau, Assainissement, Déchets, Dépollution, publié au moniteur du BTP

$FSD1$ = indice « frais et services divers – modèle de référence n° 1 »

Indices de révision des prix pour le coût de l'énergie consommée par les véhicules :

- Le pourcentage de kilomètres parcourus pour le marché s'apprécie sur le semestre écoulé en fonction de l'ensemble des véhicules utilisés par le prestataire qu'ils soient ou non dédiés entièrement au marché.
- Ces indices s'appliqueront en fonction de l'énergie utilisée par chaque véhicule :
 - Electricité : indice des prix à la consommation de l'électricité, 04510, publié et mis en ligne au moniteur du BTP,
 - Gazole : indice des prix du gazole 1870, publié au moniteur du BTP,
 - GNV : indice CNR du coût du carburant GNV décrit les évolutions mensuelles du prix moyen du Gaz Naturel Véhicules acheté par les entreprises françaises de transport routier de marchandise.

Pour l'application de cette clause, le titulaire du marché doit, à la fin de chaque mois, transmettre à l'établissement membre du groupement de commandes les kilomètres parcourus par chaque catégorie de véhicule, ainsi qu'une version consolidée à la fin de chaque semestre avec la demande d'application des nouveaux tarifs. Le cas échéant le titulaire présentera la formule avec le résultat du calcul et les justificatifs (dont table des indices utilisés), dans les 15 jours qui suivent la fin du semestre.

7.4. - Variation des prix pour le lot n° 3

7.4.1. - Choix du type de variation des prix

Les prix sont révisables.

7.4.2. - Détermination des prix de référence pour la variation

Les prix initiaux sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres ; ce mois est appelé « mois zéro ».

Les prix initiaux sont des prix nets.

7.4.3. - Choix des paramètres de variation

Les prix sont révisables en fonction d'une référence à partir de laquelle il sera procédé à un ajustement.

La référence choisie est le tarif du titulaire. Le titulaire certifie que le tarif qui sert de base au calcul des prix de règlement est celui qu'il pratique pour l'ensemble de sa clientèle.

7.4.4. - Périodicité de révision des prix

La révision des prix sera effectuée semestriellement à compter du 1^{er} décembre 2026 (en cas de reconduction pour la dernière année).

7.4.5. - Modalités de révision des prix

En cas d'évolution du tarif du titulaire, à la baisse comme à la hausse, les prix révisés seront déterminés par application de la formule de révision ci-dessous :

$$P_n = P_0 * [0,20 + 0,80 (0,6 * I_{CHT-En} / I_{CHT-E0} + 0,25 * FSD1_n / FSD1_0 + 0,15 *)]$$

Où :

P_n = prix révisé

P_0 = prix initial

I_{CHT-E} = indice du coût horaire de travail Eau, Assainissement, Déchets, Dépollution, publié au moniteur du BTP

$FSD1$ = indice « frais et services divers – modèle de référence n° 1 »

7.5. - Clause de sauvegarde

En cas de variation conduisant à un taux d'augmentation des prix supérieur à 3 % l'an, le Centre Hospitalier Universitaire se réserve le droit de résilier le marché sans indemnité, par dérogation aux articles 38 et 42 du CCAG/FCS.

Dans cette hypothèse, afin de tenir compte des délais nécessaires à la passation d'un nouveau marché, la résiliation ne prendra effet que 3 mois après la date prévue pour l'application des nouveaux prix.

Les prix applicables pendant cette période de trois mois seront ceux appliqués lors de la période précédente augmentés au maximum de 3 %.

7.6. - Offre promotionnelle

Le titulaire a la faculté de proposer des remises exceptionnelles qu'il pourrait pratiquer dès lors que celles-ci auraient pour conséquence une diminution des prix du marché.

ARTICLE VIII - Clauses de réexamen

Le Centre Hospitalier Universitaire de Reims, en sa qualité de coordonnateur du groupement de commandes et d'établissement support du Groupement Hospitalier Universitaire de Champagne (GHUC), pourra, en application de l'article R.2194-1 du Code de la commande publique, appliquer les clauses de réexamen définies ci-dessous.

8.1. - Intégration d'un établissement

Le Centre Hospitalier Universitaire de Reims pourra solliciter l'intégration des établissements parties au Groupement Hospitalier Universitaire de Champagne (GHUC) qui n'ont pas été identifiés comme établissements parties bénéficiaires d'un ou plusieurs lots.

De la même manière, le Centre Hospitalier Universitaire de Reims pourra solliciter l'intégration des établissements membres du groupement de commandes qui n'ont pas été identifiés comme établissements bénéficiaires d'un ou plusieurs lots.

8.2. - Réexamen des prix forfaitaires

Cette clause de réexamen sera applicable pour la composante n° 1 du lot n° 2 ainsi que pour les lots n° 3 et 10.

A la baisse :

Le Centre Hospitalier Universitaire de Reims et l'Institut Godinot, étant engagés dans une réduction de leurs quantités de déchets produits ainsi que dans une augmentation de la part valorisée de ces derniers, ils entendent être en mesure de réviser les prix forfaitaires en fonction des fluctuations de la production de déchets de chaque établissement.

Ainsi, il est prévu l'application d'une clause de réexamen des prix forfaitaires lorsque la réduction de la production d'une typologie de déchets est suffisante pour :

- réduire la quantité d'un matériel de pré-collecte,
- réduire la capacité d'un matériel de pré-collecte, déterminé lors de l'attribution.

A la hausse :

De la même manière, le Centre Hospitalier Universitaire de Reims et l'Institut Godinot peuvent être amenés à augmenter leur production de déchets. Ils entendent donc être en mesure de réviser les prix forfaitaires à la hausse en fonction des fluctuations de la production de déchets de chaque établissement.

Ainsi, il est prévu l'application d'une clause de réexamen des prix forfaitaires lorsque l'augmentation de la production d'une typologie de déchets est suffisante pour :

- augmenter la quantité d'un matériel de pré-collecte,
- augmenter la capacité d'un matériel de pré-collecte, déterminé lors de l'attribution.

La mise en œuvre de cette clause, à la hausse comme à la baisse, fera l'objet d'un avenant au marché.

8.3. - Optimisation et adaptation des prestations

A l'issue de l'analyse des données provenant des différents rapports, le Centre Hospitalier Universitaire de Reims, en lien avec le ou les établissement(s) concernés membre(s) du groupement de commandes, se laisse la possibilité de mettre en œuvre une clause de réexamen pour optimiser et adapter les prestations en lien avec les données fournies, dans la limite du volume et du montant maximums du lot (pour les lots réglés à prix unitaires) et aux conditions cumulatives suivantes :

- Les adaptations répondent aux spécifications techniques du CCTP, avec une qualité au moins équivalente aux prestations prévues initialement,
- Les adaptations n'ajoutent pas de prestations susceptibles d'entrer en concurrence avec une prestation d'un autre lot,
- Les adaptations ne soient pas susceptibles de bouleverser les conditions initiales de la mise en concurrence.

La mise en œuvre de cette clause fera l'objet d'un avenant au marché.

8.4. - Réexamen exceptionnel des prix

Le Centre Hospitalier Universitaire de Reims se laisse la possibilité de mettre en œuvre une clause permettant le réexamen exceptionnel des prix en cas d'altération de l'équilibre financier du marché, suite à la non adéquation de la formule de révision par rapport à un contexte particulier.

8.4.1. - Conditions de mise en œuvre

La mise en œuvre de cette clause peut intervenir à la demande dûment justifiée de l'une ou l'autre des parties, sous réserve des conditions cumulatives suivantes :

- Que les formules de révision de prix prévues aux articles 7.3.5 et 7.4.5 du présent CCAP n'ont pas pu couvrir une augmentation supérieure à 3% ou si une diminution du prix supérieure à 3% se produit,
- Qu'un délai supérieur ou égal à six (6) mois ne soit écoulé depuis le début de l'exécution du marché ou depuis la précédente révision de prix,
- Qu'un délai d'au moins six (6) mois se soit écoulé depuis la dernière utilisation de la présente clause.

Lorsque la demande émanera du titulaire, et en cas d'augmentation des prix, celui-ci devra prouver que les difficultés d'exploitation qu'il rencontre suite à ces augmentations, sont directement liées à l'exécution du marché, en fournissant tous les justificatifs et preuves claires et compréhensibles, à l'appui de sa demande.

La clause de réexamen n'a pas pour vocation de couvrir les difficultés d'exploitation du titulaire qui ne seraient pas liées au présent marché.

8.4.2. - Détermination de la valeur du nouveau prix

Le prix de référence est le prix initial du marché ou celui qui résulte de la dernière révision.

Pour déterminer le nouveau prix, les parties prennent en compte tout ou partie de l'évolution, en plus ou en moins, depuis la date de démarrage du marché ou la précédente révision de prix.

Un échange écrit, sous forme de courrier envoyé en recommandé avec accusé réception, aura lieu entre le Centre Hospitalier Universitaire de Reims et le titulaire pour convenir des nouveaux prix.

A défaut d'accord entre les parties, les derniers prix s'appliquent.

En cas d'accord, la mise en œuvre de cette clause fera l'objet d'un avenant au marché.

ARTICLE IX - REGLEMENT DES COMPTES

9.1. - Modalités de facturation

Pour les établissements parties bénéficiaires du GHUC :



Conformément à l'article R.2192-3 du Code de la commande publique, l'utilisation de la facture électronique est exclusive de tout autre mode de transmission.



La facturation électronique devra passer obligatoirement par le portail gratuit de facturation officiel de l'Etat « Chorus Pro » /

<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e1s1>

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués sur le portail public de facturation selon des modalités techniques, fixées par arrêté, garantissant leur réception immédiate et intégrale et assurant la fiabilité de l'identification de l'émetteur, l'intégrité des données, la sécurité, la confidentialité et la traçabilité des échanges.

Si le mode de transmission se fait en dehors du portail, l'établissement partie bénéficiaire doit rejeter la facture transmise en avertissant l'entreprise au préalable et l'invitant à utiliser «Chorus ».

La facture électronique déposée sous le numéro de SIRET de l'établissement partie bénéficiaire (précisé à l'annexe n° 3 du présent CCAP) doit comporter obligatoirement les mentions définies à l'article D.2192-2 du Code de la commande publique.

9.2. - Délai de paiement

Le délai maximum de paiement est de 50 jours, excepté pour les EHPAD et l'Institut Godinot pour lesquels ce délai est de 30 jours maximum, comptés à partir de la date de réception de la demande de paiement, ou à compter de la date d'exécution si la date de réception de la facture est antérieure à la date d'exécution, conformément aux articles R.2192-10 à R.2192-14 du Code de la commande publique.

Lorsque les factures sont transmises par échange de données informatisé ou par le mode portail ou service, la date de réception de la demande de paiement correspond, à la date de notification à l'établissement partie bénéficiaire du message électronique l'informant de la mise à disposition de la facture sur le portail public de facturation, conformément à l'article R.2192-15 du Code de la commande publique.

Il est précisé que tout retard imputable au titulaire du marché a pour conséquence la suspension du délai de paiement. Notamment par sa carence à produire les pièces demandées et par l'absence d'information ou la production d'informations erronées :

- modification de la raison sociale,
- modification et/ou absence de domiciliation bancaire,
- erreur sur les prestations et/ou montants facturés.

9.3. - Intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans les délais prévus ci-avant ouvre de plein droit et sans autre formalité, pour le titulaire du marché (ou le sous-traitant), le bénéfice d'une part, d'intérêts moratoires, à compter du jour suivant l'expiration du délai et d'autre part, d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, augmenté de 8 points.

ARTICLE X - CLAUSE DE FINANCEMENT ET DE SURETE

10.1. - Avance

Conformément à l'article R.2191-3 du Code de la commande publique, s'il n'y renonce pas expressément à l'Acte d'Engagement, une avance est accordée au titulaire d'un marché lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 € H.T. et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois.

Le montant de l'avance est déterminé par application des dispositions des articles R.2191-6 à R.2191-10 du Code de la commande publique.

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option B du CCAG/FCS.

L'avance est remboursée dans les conditions prévues aux articles R.2191-11 et R.2191-12 du Code de la commande publique.

10.2. - Retenue de garantie

Il n'est pas pratiqué de retenue de garantie sur les paiements.

ARTICLE XI - PENALITES

Les pénalités applicables sont celles définies à l'annexe n° 4 du présent CCAP.

Pour les pénalités de retard :

- Celles-ci commencent à courir, sans qu'il soit nécessaire pour l'établissement membre du groupement de commandes de procéder à une mise en demeure, par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG/FCS, à compter de la date définie dans l'annexe citée ci-dessus, sous réserve des stipulations des articles 13.3 et 21.5 du CCAG/FCS,
- Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG/FCS, les pénalités de retard s'appliquent sous la forme d'un montant forfaitaire défini dans l'annexe citée ci-dessus,
- Le montant total des pénalités de retard n'est pas plafonné par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG/FCS,
- Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG/FCS, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

ARTICLE XII - RESILIATION DU MARCHE

Le marché peut être résilié dans les cas et selon les modalités prévues au chapitre 7 du CCAG/FCS.

Toutefois, en cas de résiliation prise en application de l'article 7.5 (application de la clause de sauvegarde) du présent CCAP :

- par dérogation aux articles 38 et 42 du CCAG/FCS, le titulaire n'a droit à aucune indemnité.
- par dérogation à l'article 43 du CCAG/FCS, le décompte de résiliation comprend :
 - 1) Au débit du titulaire :
 - a. Le montant des sommes versées à titre d'avance, d'acompte, de règlement partiel définitif et de solde ;
 - b. La valeur, fixée par le marché et ses avenants éventuels, des moyens confiés au titulaire que celui-ci ne peut restituer, ainsi que la valeur de reprise des moyens cédés à l'amiable au titulaire ;
 - c. Le montant des pénalités.
 - 2) Au crédit du titulaire :
 - d. La valeur contractuelle des prestations reçues y compris, s'il y a lieu, les intérêts moratoires ;
 - e. La valeur des prestations fournies éventuellement à la demande.

ARTICLE XIII - REGLEMENT DES LITIGES - DROIT APPLICABLE

En cas de différend relatif aux opérations relevant des compétences du Centre Hospitalier Universitaire de Reims, en qualité de coordonnateur du groupement de commandes et d'établissement support du GHUC, les réclamations sont adressées sous pli recommandé avec accusé de réception postal à :

Monsieur le Directeur des Achats
CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE
Pôle Logistique - Rue Roger Aubry - 51092 Reims Cedex

En cas de différend relatif aux opérations relevant des compétences des établissements membres du groupement de commandes, les réclamations sont adressées sous pli recommandé avec accusé de réception postal au Directeur de l'établissement concerné ou à son représentant.

Ceci n'exclut pas la possibilité pour les parties de saisine du Comité Consultatif de Règlement Amiable des Litiges.

En cas de litige, le droit français est seul applicable. Le Tribunal Administratif de Châlons-en-Champagne est seul compétent.

ARTICLE XIV - DEROGATION AUX DOCUMENTS GENERAUX

L'article	VI	du présent CCAP déroge à l'article	9.2 du CCAG/FCS.
L'article	7.5	du présent CCAP déroge aux articles 38 et 42 du CCAG/FCS.	
L'article	XI	du présent CCAP déroge aux articles	14.1.1, 14.1.2 et 14.1.3 du CCAG/FCS.
L'article	XII	du présent CCAP déroge aux articles 38, 42 et 43 du CCAG/FCS.	

Reims, le 2 avril 2025

Pour la Directrice Générale
et par délégation,
Le Directeur des Achats

David ROZÉ